ADRESSE
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE,
A SES COMMETTANS.

Du Samedi 3 Octobre 1789.

LEs Députés à l'Aſſemblée Nationale ſuſpendent, quelques inſtans, leurs travaux, pour expoſer à leurs Commettans les beſoins de l'Etat, & inviter le patriotiſme à ſeconder des meſures réclamées au nom de la Patrie en péril.

Nous vous trahirions ſi nous pouvions le diſſimuler; la Nation va s'élever aux plus glorieuſes deſtinées, ou ſe précipiter dans un gouffre d'infortunes.

Une grande révolution, dont le projet nous eût paru chimérique il y a peu de mois, s'eſt opérée au milieu de nous. Accélérée par des circonſtances incalculables, elle a entraîné la ſubverſion ſoudaine de l'ancien ſyſtême; mais ſans nous donner le temps d'étayer ce qu'il faut conſerver encore, de remplacer ce qu'il falloit détruire, elle nous a tout-à-coup environné de ruines.

En vain nos efforts ont ſoutenu le Gouvernement ; il touche à une fatale inertie. Les revenus publics ont diſparu ; le crédit n'a pu naître dans un moment où les craintes ſembloient égaler les eſpérances. En ſe détendant, ce reſſort de la force ſociale a tout relâché ; les hommes & les choſes, la réſolution, le courage, & juſqu'aux vertus. Si votre concours ne ſe hâtoit de rendre au Corps politique le mouvement & la vie, la plus belle révolution ſeroit perdue auſſi-tôt qu'eſpérée ; elle rentreroit dans le chaos d'où tant de nobles travaux l'on fait éclorre ; & ceux qui conſerveront à jamais l'amour invincible de la liberté, ne laiſſeroient pas même aux mauvais Citoyens la honteuſe conſolation de redevenir eſclaves.

Depuis que vos Députés ont dépoſé dans une réunion juſte & néceſſaire toutes les rivalités, toutes les diviſions d'intérêts, l'Aſſemblée Nationale n'a ceſſé de travailler à l'établiſſement de Loix, qui, ſemblables pour tous, feront la ſauve-garde de tous. Elle a réparé de grandes erreurs ; elle a briſé les liens d'une foule de ſervitudes qui dégradoient l'humanité ; elle a porté la joie & l'eſpérance dans le cœur des habitans de la campagne, ces créanciers de la terre & de la Nature, ſi long-temps flétris & découragés ; elle a rétabli l'égalité des François trop méconnue, leur droit commun à ſervir l'Etat, à jouir de ſa protection, à mériter ſes faveurs ; enfin, d'après vos inſtructions, elle éleve graduellement, ſur la baſe immuable des droits impreſcriptibles de l'homme, une Conſtitution auſſi douce que la Nature, auſſi durable que la Juſtice, & dont les imperfections, ſuite de l'inexpérience de ſes Auteurs, ſeront facilement réparées.

Nous avons eu à combattre des préjugés invétérés depuis des ſiecles ; & mille incertitudes accompagnent les grands changemens. Nos ſucceſſeurs ſeront éclairés par l'expérience ; & c'eſt à la ſeule lueur des principes, qu'il nous a fallu tracer une route nouvelle. Ils travailleront paiſiblement, & nous avons eſſuyé de grands orages. Ils connoîtront leurs droits & les limites de tous les pouvoirs : nous avons recouvré les uns, & fixé les autres. Ils conſolideront notre ouvrage, ils nous ſurpaſſeront ; & voilà notre récompenſe. Qui oſeroit maintenant

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

aſſigner à la France le terme de ſa grandeur? qui n'éleveroit ſes eſpérances? qui ne ſe réjouiroit d'être Citoyen de cet Empire ?

Cependant telle eſt la criſe de nos Finances, que l'Etat eſt menacé de tomber en diſſolution avant que ce bel ordre ait pu s'affermir. La ceſſation des revenus a fait diſparoître le numéraire; mille circonſtances le précipitent au-dehors du Royaume; toutes les ſources du crédit ſont taries; la circulation univerſelle menace de s'arrêter; & ſi le patriotiſme ne s'avance au ſecours du Gouvernement & de l'Adminiſtration des Finances qui embraſſe tout, notre armée, notre flotte, nos ſubſiſtances, nos arts, notre commerce, notre agriculture, notre dette nationale; la France ſe voit rapidement entraînée vers la cataſtrophe où elle ne recevra plus de Loix que des déſordres de l'anarchie..... La liberté n'auroit luit un inſtant à nos yeux que pour s'éloigner, en nous laiſſant le ſentiment amer que nous ne ſommes pas dignes de la poſſéder ! A notre honte & aux yeux de l'Univers, nous ne pourrions attribuer nos maux qu'à nous-mêmes! Avec un ſol ſi fertile, avec une induſtrie ſi féconde, avec un commerce tel que le nôtre, & tant de moyens de proſpérité, qu'eſt-ce donc que l'embarras de nos finances? Tous nos beſoins du moment ſont à peine les fonds d'une campagne de guerre; notre propre liberté ne vaut-elle pas ces luttes inſenſées où les victoires même nous ont été funeſtes ?

Ce moment une fois paſſé, loin de ſurcharger les Peuples, il ſera facile d'améliorer leur ſort. Des réductions qui n'atteignent pas encore le luxe & l'opulence; des réformes qui ne feront point d'infortunés; des converſions faciles d'impôts, une égale répartition établiront avec l'équilibre des revenus & des dépenſes, un ordre permanent, qui toujours ſurveillé, ſera inaltérable. Et cette conſolante perſpective eſt aſſiſe ſur des ſupputations exactes, ſur des objets réels & connus. Ici les eſpérances ſont ſuſceptibles d'être démontrées, l'imagination eſt ſubordonnée au calcul.

Mais les beſoins actuels! mais la force publique paralyſée! mais, pour cette année & pour la ſuivante, cent ſoixante

millions d'extraordinaire !... Le premier Miniſtre des Finances nous a propoſé, comme moyen principal pour cet effort, qui peut décider du ſalut de la Monarchie, une contribution relative au revenu de chaque Citoyen.

Preſſés entre la néceſſité de pourvoir ſans délai aux beſoins publics & l'impoſſibilité d'approfondir, en peu d'inſtans, le plan qui nous étoit offert, nous avons craint de nous livrer à des diſcuſſions longues & douteuſes, & ne voyant, dans les propoſitions du Miniſtre, rien de contraire à nos devoirs, nous avons ſuivi le ſentiment de la confiance, en préjugeant qu'il ſeroit le vôtre. L'attachement univerſel de la Nation pour l'Auteur de ce plan, nous a paru le gage de ſa réuſſite, & nous avons embraſſé ſa longue expérience comme un guide plus ſûr que de nouvelles ſpéculations.

L'évaluation des revenus eſt laiſſée à la conſcience des Citoyens : ainſi l'effet de cette meſure dépend de leur patriotiſme. Il nous eſt donc permis, il nous eſt ordonné de ne pas douter de ſon ſuccès. Quant la Nation s'élance du néant de la ſervitude vers la création de la liberté; quand la Politique va concourir avec la Nature au déploiement immenſe de ſes hautes deſtinées, de viles paſſions s'oppoſeroient à ſa grandeur ! l'égoïſme l'arrêteroit dans ſon eſſor ! le ſalut de l'État peſeroit moins qu'une contribution perſonnelle !

Non, un tel égarement n'eſt pas dans la nature; les paſſions même ne cedent pas à des calculs ſi trompeurs. Si la révolution qui nous a donné une Patrie pouvoit laiſſer indifférens quelques François, la tranquillité du Royaume, gage unique de leur ſûreté particuliere, ſeroit du moins un intérêt pour eux. Non, ce n'eſt point au ſein du bouleverſement univerſel, dans la dégradation de l'autorité tutélaire; lorſqu'une foule de Citoyens indigens, repouſſés de tous les atteliers de travaux, harceleront une impuiſſante pitié; lorſque les troupes ſe diſſoudront en bandes errantes, armées de glaives & provoquées par la faim; lorſque toutes les propriétés ſeront inſultées, l'exiſtence de tous les individus menacée, la terreur ou la douleur aux portes de toutes les familles; ce n'eſt point dans ce renverſement que de barbares égoïſtes jouiroient en

paix de leurs coupables refus à la Patrie ! L'unique diſtinction de leur ſort dans les peines communes ſeroit, aux yeux de tous, un juſte opprobre; au fond de leur ame, un inutile remords.

Eh ! que de preuves récentes n'avons-nous pas de l'eſprit public qui rend tous les ſuccès ſi faciles ! Avec quelle rapidité ſe ſont formées ces Milices Nationales, ces légions de Citoyens, armés pour la défenſe de l'Etat, le maintien de la paix, la conſervation des Loix ! Une généreuſe émulation ſe manifeſte de toutes parts. Villes, Communautés, Provinces, ont regardé leurs privileges comme des diſtinctions odieuſes; elles ont brigué l'honneur de s'en dépouiller pour en enrichir la Patrie. Vous le ſavez; on n'avoit pas le loiſir de rédiger en arrêtés les ſacrifices qu'un ſentiment vraiment pur & vraiment civique dictoit à toutes les claſſes de Citoyens, pour rendre à la grande famille tout ce qui dotoit quelques individus au préjudice des autres.

Sur-tout, depuis la criſe de nos Finances, les dons patriotiques ſe ſont multipliés. C'eſt du trône dont un Prince bienfaiſant releve la majeſté par ſes vertus, que ſont partis les plus grands exemples. O vous ſi juſtement aimé de vos peuples ! Roi, honnête homme & bon Citoyen ! Vous avez jetté un coup-d'œil ſur la magnificence qui vous environne; vous avez voulu; & des métaux d'oſtentation ſont devenus des reſſources Nationales. Vous avez frappé ſur des objets de luxe; mais votre dignité ſuprême en a reçu un nouvel éclat; pendant que l'amour des François, pour votre perſonne ſacrée, murmure de vos privations, leur ſenſibilité applaudit à votre noble courage, & leur généroſité vous rendra vos bienfaits comme vous déſirez qu'on vous les rende, en imitant vos vertus, en vous donnant la joie d'avoir guidé toute votre Nation dans la carriere du bien public.

Que de richeſſes dont un luxe de parade & de vanité a fait ſa proie, vont reproduire des moyens actifs de proſpérité ! Combien la ſage économie des individus peut concourir avec les plus grandes vues pour la reſtauration du Royaume ! Que de tréſors accumulés par la piété de nos peres pour le

ſervice des autels, ſortiront de l'obſcurité pour le ſervice de la Patrie & n'auront pas changé leur religieuſe deſtination ! » Voilà les réſerves que j'ai recueillies dans des temps proſ-» peres, dit la Religion ſainte ; je les rapporte à la maſſe » commune dans des temps de calamité. Ce n'étoit pas pour » moi ; un éclat emprunté n'ajoute rien à ma grandeur ; c'étoit » pour vous, pour l'Etat que j'ai levé cet honorable tribut » ſur les vertus de vos peres «.

Oh ! qui ſe refuſeroit à de ſi touchans exemples ! quel moment pour déployer nos reſſources & pour invoquer les ſecours de toutes les parties de l'Empire ! Prévenez l'opprobre qu'imprimeroit à la liberté naiſſante la violation des engagemens les plus ſacrés. Prévenez ces ſecouſſes terribles qui, en bouleverſant les établiſſemens les plus ſolides, ébranleroient au loin toutes les fortunes, & ne préſenteroient bientôt dans la France entiere que les triſtes débris d'un honteux naufrage. Combien ne s'abbuſe-t-on pas ſi, à une certaine diſtance de la Capitale, on n'enviſage la foi publique, ni dans ſes immenſes rapports avec la proſpérité nationale, ni comme la premiere condition du contrat qui nous lie ! Ceux qui oſent prononcer l'infâme mot de banqueroute, veulent-ils donc une ſociété d'animaux féroces & non d'hommes juſtes & libres ? Quel eſt le François qui oſeroit regarder un de ſes Concitoyens malheureux, quand il pourroit ſe dire à ſoi-même : *j'ai contribué pour ma part à empoiſonner l'exiſtence de pluſieurs millions de mes ſemblables ?* Serions-nous cette Nation à qui ſes Ennemis même accordent la fierté de l'honneur, ſi les étrangers pouvoient nous flétrir du titre de NATION BANQUEROUTIERE, & nous accuſer de n'avoir repris notre liberté & nos forces que pour commettre des attentats dont le Deſpotiſme avoit horreur ?

Peu importeroit de proteſter que nous ne l'avons jamais prémédité ce forfait exécrable. Ah ! les cris des victimes dont nous aurions rempli l'Europe, proteſteroient plus haut contre nous ! Il faut agir ; il faut des meſures promptes, efficaces, certaines : qu'il diſparoiſſe enfin ce nuage trop long-temps ſuſpendu ſur nos têtes qui, d'une extrémité de l'Europe à

l'autre, jette l'effroi parmi les Créanciers de la France, & peut devenir plus funeſte à ſes reſſources nationales que les fléaux terribles qui ont ravagé nos campagnes.

Que de courage vous nous rendrez pour les fonctions que vous nous avez confiées! Comment travaillerions-nous avec ſécurité à la Conſtitution d'un Etat dont l'exiſtence eſt compromiſe? Nous avions juré de ſauver la Patrie; jugez de nos angoiſſes quand nous craignons de la voir périr dans nos mains! il ne faut qu'un ſacrifice d'un moment, offert véritablement au bien public & non pas aux déprédations de la cupidité. Eh bien! cette légere expiation pour les erreurs & les fautes d'un temps marqué par notre ſervitude politique, eſt-elle donc au-deſſus de notre courage? Songeons au prix qu'a coûté la liberté à tous les Peuples qui s'en ſont montrés dignes; des flots de ſang ont coulé pour elle; de longs malheurs, d'affreuſes guerres civiles ont par-tout marqué ſa naiſſance!..... Elle ne nous demande que des ſacrifices d'argent, & cette offrande vulgaire n'eſt pas un don qui nous appauvriſſe; elle revient nous enrichir & retombe ſur nos Cités, ſur nos campagnes pour en augmenter la gloire & la proſpérité.

Signé, MOUNIER, *Préſident;* DÉMEUNIER, le Vicomte DE MIRABEAU, l'Abbé D'EYMAR, l'Évêque DE NANCY, BUREAUX DE PUSY, FAYDEL, *Secrétaires.*

Collationnée & certifiée véritable par les Députés du Bailliage d'Amiens, à l'Aſſemblée Nationale, ſouſſignés LE DUC D'HAVRÉ ET DE CROY, LAURENDEAU.

A Amiens, de l'Imprimerie de J. B. CARON l'aîné, Imprimeur du Roi & de l'Aſſemblée Provinciale, Place de Périgord. 1789.